

Interrogez les candidats

En complément de la couverture de la campagne dans le journal, **Le Républicain Lorrain** *vous donne rendez-vous en vidéo, à partir du lundi 24 mars, avec les candidats du 2e tour des villes de Forbach, Hayange, Longwy, Metz et Sarrebourg. L'émission « Face aux électeurs », qui sera diffusée en ligne (web/mobile/tablette/box), vous donnera aussi la parole. Vous souhaitez participer au débat et interpeller les candidats directement ? Face à nos caméras, ils vous répondront. Le mode d'emploi est sur www.republicain-lorrain.fr*

Et le plus ancien est…

Francis Sidot est un cas à part au pays de Bitche. L'homme est parfois décrié, mais qu'importe, il est, l'air de rien, le maire le plus ancien encore en activité. Il veille aux destinées de Montbronn depuis… 37 ans. Et il n'est pas prêt à lâcher l'affaire. Car il repart, comme toujours, droit dans ses bottes. « Je le fais pour mon village, mais aussi par satisfaction personnelle », confie le retraité super-actif. Et dire qu'il n'a que 67 ans. Il a encore tout son avenir politique devant lui…

Prêts pour le rush

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a donné des instructions aux préfets afin de parer à un afflux soudain de dépôts de candidatures au moment de la clôture des enregistrements de listes le 6 mars à 18h. Pour la première fois, tous les postulants doivent faire acte de candidature auprès de leur préfecture, quelle que soit la taille de la commune. Jusqu'ici, cela n'était obligatoire que pour les têtes de liste dans les communes d'au moins 3 500 habitants. Il est demandé aux préfets de mener « des actions de communication, notamment à l'égard des mairies des petites communes » pour sensibiliser à la nécessité de ne pas attendre le dernier moment.

moselle

Créhange : le baron local la jeune pousse et l'ovni

À Créhange, le casting électoral a tout d'une fable de La Fontaine. Maire depuis 1977, François Lavergne n'a jamais paru autant en danger. Face à lui, la députée PS Paola Zanetti… et le FN qui a récolté 32 % à la présidentielle.

Quand on lui dit qu'on a retenu Créhange dans les villes régionales à enjeu, François Lavergne a du mal à masquer sa colère. « On a créé 400 emplois l'an dernier sur le District urbain de Faulquemont (Duf) et ça fait à peine une ligne. D'où ma surprise face à votre intérêt », vitupère l'élu avec la gouaille qu'on lui connaît. Un signe de fébrilité ? Beaucoup estiment que « le baron local », comme ils le surnomment, n'a jamais été autant en danger. Pour la première fois, trois listes briguent la mairie.

À 71 ans, l'indépendant de droite repart pour six ans : « Est-ce que j'ai l'air fatigué ? » A le voir bondir de sa chaise ou réagir au quart de tour aux attaques, on le dispense de publier son bulletin de santé. Maire depuis 1977, président du Duf depuis 1983, conseiller général depuis 1984, celui qui règne sans partage sur le secteur érige en bouclier son bilan : « Quand j'ai démarré en 1977, Créhange était une cité ignorée qui venait de perdre 1 400 emplois avec la fermeture de la mine. Aujourd'hui, on a 5 000 emplois sur les six zones d'activité du Duf, tous les services de proximité, un centre socioculturel, une médiathèque et même trois fleurs ! Le secteur se porte bien. C'est le meilleur rempart contre le FN. »

Le combat frontiste est porté par Stanislaw Czerwinski, 45 ans, au parcours tortueux. Le Polonais débarque en France en 2002. D'abord militant UMP, il rejoint ensuite De Villiers puis trouve son bonheur en 2009 chez Marine Le Pen. Fin août, il offre ses services au maire. « Pas d'extrême sur ma liste », répond Lavergne. Naturalisé Français en octobre, Czerwinski se lance. En guise de programme, le candidat en a après « l'islamisation de la société et l'insécurité ». « Le FN vient nous servir sa salade nationale », regrette Lavergne. Une salade qui a récolté 32 % des suffrages créhangeois à la présidentielle 2012…



La commune de Créhange et ses 4 000 habitants sont confrontés à une situation inédite : la présence de trois listes au premier tour. Photo Thierry SANCHIS

Confiscation du pouvoir

Ce duel à droite pourrait profiter à Paola Zanetti. La jeune femme de 37 ans avait un an quand Lavergne a pris l'hôtel de ville. Pour sa troisième candidature, la députée depuis 2012 a gagné en épaisseur. « Sa démarche est incohérente. Elle a démissionné du conseil municipal en mettant en avant la loi sur le non-cumul qui n'avait pas encore été votée. Et maintenant que c'est fait, elle revient ! », s'étonne Lavergne. La parlementaire a puisé sa motivation dans la présence d'une liste FN : « Je combats leurs idées depuis toujours. Je ne peux pas leur laisser prendre six sièges dans ma ville. Et si je suis élue, en 2017 j'irai là où je suis la plus utile. » À ceux qui l'attendaient plutôt à Saint-Avold, Boulay ou Creutzwald, elle répond qu'elle n'agit pas par « calcul politique » et met en avant le lien affectif qui l'unit à Créhange. Le sortant raille son « image parisienne ou messine ». La jeune pousse rétorque qu'elle ne s'attaque pas « à l'âge du capitaine » mais « à la confiscation du pouvoir » : « La démocratie, il faut que cela se renouvelle. Les électeurs ne nous confient pas un pouvoir mais une mission. »

Philippe MARQUE.

Créhange 57690

Maire sortant **François Lavergne** (SE)

Moselle

Commune
- *Superficie :* **10,5 km²**
- *Habitants :* **3 999** (en 2010)
- *Densité de la population :* **382** habitants/km²

Emploi
- *Population active :* **71 %** (en 2010)
- *Taux de chômage :* **13,3 %** (en 2010)

Pression fiscale
- *Taux de la taxe d'habitation :* **12 %** (en 2011)
- *Taux de la taxe foncière sur le bati :* **15,34 %** (en 2011)

Municipales 2008 *(1er tour)*

Candidat	Résultat
François Lavergne	70,33 % *(Div. droite)*
Paola Zanetti	29,67 % *(PS)*

Participation : 61,2 %

Présidentielle 2012 *(2nd tour)*

	François Hollande	Nicolas Sarkozy
%	49,82	50,18
France :	51,64	48,36

Le rôle prédominant du District

C'est là que l'essentiel se joue. Au sein du District urbain de Faulquemont, qui regroupe 33 communes et 25 000 habitants. Ce fut le premier de Moselle, créé en 1970 pour faire face à une situation économique dramatique avec la fermeture de la mine de Faulquemont. Quarante-quatre ans plus tard, il abrite six zones d'activités économiques, 149 entreprises et la bagatelle de 5 000 emplois. Une prouesse dans cet endroit un brin enclavé. L'an dernier, en pleine crise économique, la zone a perdu 110 emplois. Une perte compensée par 540 créations et donc un solde largement positif.

Véritable tête de pont du Duf, Viessmann, le spécialiste d'installations de chauffage, y emploie 800 salariés. Pour que l'entreprise reste sur place, le Duf a investi récemment 20 M€ pour lui mettre à disposition des bâtiments de 19 000 m² pour la logistique et de 4 000 m² pour l'administratif. Autant dire que politiquement, la présidence du Duf, qu'occupe François Lavergne, permet d'actionner bien plus de leviers que le mandat de maire de Créhange.

intercommunalité

Sarreguemines mise sur ses confluences

La Casc a toujours fait abstraction des clivages politiques et travaillé dans un esprit de consensus. Elle espère continuer.



Le développement économique est la priorité de Sarreguemines Confluences et il a permis l'implantation de l'usine Smart sur l'Europole 1. Mais aucune implantation d'envergure ne pointe le bout du nez sur l'Europole 2. Photo RL

Si la Communauté d'agglomération Sarreguemines Confluences (Casc) se nomme ainsi, ce n'est pas un hasard. Elle est à la confluence des deux rivières et vallées qui bordent le territoire : la Sarre et la Blies. Au niveau des communes membres, elle est aussi la confluence entre ville phare (Sarreguemines, 22 000 habitants) et localités péri-urbaines et rurales. Enfin, la structure intercommunale s'inscrit avant tout dans une démarche de coopération et de solidarité plutôt que politique. Comme le disait un des fondateurs, « quand on entre ici, on laisse sa casquette de maire et son étiquette politique dehors pour œuvrer au service de l'intérêt général ».

Au lendemain des municipales, la Casc aura une nouvelle physionomie. D'une part, sept maires et plusieurs délégués communautaires ne se représentent plus ou risquent d'être battus. D'autre part, dans le cadre de la réforme des collectivités, le nombre de délégués est ramené de 83 à 66 élus, ce qui pénalise 16 localités. Elles n'auront plus qu'un représentant au lieu de deux auparavant. L'équilibre entre la ville (40 % des sièges) et la campagne (60 %) reste cependant respecté, même si Sarreguemines conserve 27 élus.

Autre changement d'importance : les nouvelles dispositions permettront à des élus d'opposition (si plusieurs listes sont en lice et en fonction des résultats obtenus) de rejoindre la communauté d'agglomération. Un cas de figure qui concernera au premier chef Sarreguemines. Aujourd'hui, la ville compte 27 élus de la majorité municipale. Ce ne sera plus possible avec le nouveau mode de répartition à la proportionnelle. Sur la base des résultats de 2008, le groupe majoritaire obtiendrait 23 sièges et l'opposition quatre sièges. Cela peut concerner Grosbliederstroff (4 représentants), Woustviller (4) et Hambach (3) si plusieurs listes sont en lice aux municipales. En version haute, ce mode de répartition devrait faire entrer huit à dix élus « d'opposition » à la communauté d'agglomération. Les dirigeants actuels redoutent que l'assemblée passe d'une démarche de solidarité à une assemblée politique, voire même politisée. Aujourd'hui, l'attelage ville-campagne formé de Roland Roth (UDI) et de Céleste Lett (UMP) est aux affaires. Un binôme qui entend garder – en cas de réélection – sa ligne de conduite : faire abstraction des clivages politiques et travailler dans un esprit de consensus. Une démarche qui a permis à la Casc de mener des opérations d'envergure, comme la création de l'Europole I où s'est implantée l'usine Smart, ou de l'Europole 2.

Fabien SIEGWART.

Carte d'identité

Nom : Communauté d'agglomération Sarreguemines Confluences.
Date de création : le district a été créé en 1972 et la communauté d'agglomération en 2001.
Nombre de communes : 26.
Nombre d'élus : 83 conseillers.
Président : Roland Roth (UDI) depuis 1997.
Budget : 60 M€ en budget principal et 51 M€ pour les budgets annexes (transports, assainissement, ordures ménagères et développement économique).
Compétences : développement économique, environnement, enseignement supérieur et formation, sports-culture-tourisme, transports, habitat, aménagement du territoire, coopération transfrontalière.

haut-rhin

Mulhouse vers une triangulaire… comme d'habitude

Martine Binder (FN), Pierre Freyburger (PS-EELV-PRG-centristes), Jean Rottner (UMP-UDI) : à Mulhouse, une triangulaire semble plus probable que jamais. Quant à prédire l'ordre d'arrivée…

La campagne mulhousienne des municipales bat son plein depuis bientôt deux mois. Au risque de tuer le suspense, on l'écrit d'emblée : tout annonce le scénario d'une triangulaire lors du second tour du 30 mars prochain. Les protagonistes en seront le maire sortant Jean Rottner (UMP, allié à la Gauche moderne de son prédécesseur Jean-Marie Bockel et à l'UDI de Jean-Louis Borloo), Pierre Freyburger (PS, allié avec le PRG et EELV) et Martine Binder (FN). Petite coquetterie locale : le MoDem mulhousien (40 militants actifs dans les bons jours) se retrouve coupé en deux. Deux de ses membres figurent sur la liste Freyburger (de même que le centriste indépendant Bernard Stoessel) ; trois autres sur la liste Rottner. Après moult péripéties depuis l'automne dernier, François Bayrou semble à ce sujet avoir décidé… de ne rien vraiment décider.

Périphérie et asile

Ce sera donc une triangulaire, comme déjà en 2008. Ayant dit cela, on a tout et rien dit à la fois. Les adversaires sont connus, mais bien malin qui pourrait donner l'ordre d'arrivée. Que feront par exemple le maire sortant et son challenger socialiste si le FN arrivait en tête, ce qui n'est pas impossible ? Arriveront-ils à surmonter leurs désaccords pour fusionner leurs listes dans un front républicain ?

L'exemple des précédentes municipales incite à la prudence. À l'époque, le maire sortant Jean-Marie Bockel (passé moins d'un an plus tôt avec armes et bagages du PS au camp sarkozyste) avait devancé son ancien adjoint Pierre Freyburger (PS) de 168 voix seulement (sur 29 205 votants). 168 voix tombées sur le fil, en provenance du dernier bureau de vote dépouillé, dans le quartier huppé du Rebberg.

Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts. Jean-Marie Bockel (ex-PS) a quitté son fauteuil de maire en avril 2010, en y faisant installer son premier adjoint Jean Rottner (UMP). Lequel, conscient de son manque initial de notoriété, laboure le terrain depuis quatre ans. Il a beaucoup fait pour l'embellissement du centre-ville.

Trop, disent des détracteurs, qui l'accusent d'oublier les quartiers périphériques. L'intéressé s'en défend, bien sûr : s'il l'emporte, il assure que le désenclavement du quartier défavorisé du Drouot comptera parmi ses priorités de la prochaine mandature. De même que l'essor du nouveau quartier d'affaires de la Zac Gare et la reconversion de la friche industrielle du quartier Fonderie (50 000 m² de bureaux disponibles à un jet de pierre du cœur historique comme de la gare TGV).

De gauche à droite : l'UMP Jean Rottner, maire sortant qui a succédé à son allié, l'ex-PS Jean-Marie Bockel, en 2010 ; Martine Binder, la frontiste qui pourrait arriver en tête au premier tour le 23 mars ; Pierre Freyburger, pour le PS, battu en 2008 par Jean-Marie Bockel, devenu alors « Gauche moderne ». Photos Jean-François FREY

De tout cela, les candidats en lice débattent finalement assez peu. Les deux sujets qui dominent cette campagne ? La fiscalité locale et la sécurité. Ville située non loin des frontières allemande et suisse, confrontée à l'afflux régulier de populations roms, « Mulhouse ne peut plus être la capitale alsacienne de la demande d'asile », répète Jean Rottner. Une manière de couper l'herbe sous le pied du FN ? Voire : sur le sujet, Pierre Freyburger dit à peu près la même chose.

Et Jean-Marie Bockel, dans tout cela ? Cinquième sur la liste de Jean Rottner, il demeure sénateur du Haut-Rhin, ainsi que président de Mulhouse Alsace agglomération (M2A), la communauté d'agglo mulhousienne, dont les compétences ne cessent de croître. De ce point de vue, l'issue du scrutin le concerne au moins autant que son successeur : que Pierre Freyburger remporte la mairie de Mulhouse et ce sont plusieurs dizaines de conseillers communautaires classés à gauche qui feront mécaniquement leur entrée au sein de l'assemblée communautaire, menaçant du même coup le fauteuil de président de Bockel.

Son successeur potentiel est connu : Bernard Stoessel, colistier de Pierre Freyburger, électron libre du centrisme alsacien… Et « ami de trente ans » de François Bayrou. Et si c'était ça, le principal enjeu de ces municipales ?

Emmanuel DELAHAYE.

Fiscalité

Sur le terrain de la fiscalité locale, des trois candidats susceptibles de se qualifier au second tour à Mulhouse, le maire sortant Jean Rottner est le moins-disant (ou le plus raisonnable, c'est selon). Il ne promet qu'un gel des taux des taxes foncières et d'habitation pour les six ans à venir – «une contrainte budgétaire sérieuse», assure le candidat, qui évalue les économies nécessaires sur le budget municipal à hauteur de 2,5 M€ par an.

Pierre Freyburger, lui, se targue de geler ces mêmes taux, tout en compensant en même temps les hausses annuelles des bases. Le tout en réalisant par ailleurs 2,8 M€ d'économie…

Martine Binder (FN) prétend quant à elle aller éventuellement jusqu'à faire baisser les taux, sans avancer pour cela le début d'une explication de financement.

Côté sécurité, Jean Rottner promet de doubler le nombre de caméras de vidéoprotection. Son adversaire socialiste, rejoint par Martine Binder, met en doute l'efficacité de cette technologie, rapportée au coût de sa mise en œuvre.

Repères

Population : 111 273
Chômage : 11,5 %
Municipales 2008 : Jean-Marie Bockel (Gauche moderne, UMP, MoDem), 43,16 % ; Pierre Freyburger (PS, PCF), 42,57 % ; Patrick Binder (FN), 14,27 %
Présidentielle 2012 : François Hollande (PS), 52,30 % ; Nicolas Sarkozy (UMP), 47,70 %
Présidentielle 2007 : Nicolas Sarkozy, 54,29 % ; Ségolène Royal, 45,71 %

montcuq

« Tea time » au prochain conseil ?



L'heure du thé (« tea time » en anglais) réunit trois Anglaises de Montcuq, pour parler… de l'élection municipale qui approche. Photo AFP

Accusés dans les années 1990 de faire flamber l'immobilier, les Anglais de Montcuq, dans le Lot, sont désormais inscrits en nombre sur les listes électorales. Certains tentent aussi d'entrer au conseil municipal. Dans ce petit village, environ 10 % des 1 319 habitants sont des étrangers européens, essentiellement Britanniques et Néerlandais. Le maire Guy Lagarde, 72 ans et qui ne se représente pas, « apprécie beaucoup cette population ». Parmi ses administrés « fair-play », Rosamund Williams, 65 ans, aspire à devenir conseillère municipale : « Je me suis dit que je voulais m'intégrer encore plus dans la vie du village et que je pouvais être utile », explique cette scientifique à la retraite. La profession de foi de sa liste a été intégralement traduite en anglais, afin, explique-t-elle, d'éviter les quiproquo liés à la maîtrise imparfaite du français par Anglais et Néerlandais. Désormais, cette population aimerait pouvoir voter aux élections présidentielle et législatives en France : « Après tout », explique une conseillère sortante, Sophie Bacou, « on paye nos impôts ici ».